

MACRON : DU SANG ET DES LARMES... POUR LA CLASSE OUVRIERE

Mercredi 5 mars, Macron a agité la menace que les chars russes pourraient envahir la France à tout moment et qu'il fallait donc faire exploser les budgets militaires. Vraiment ? L'armée de Poutine, qui agresse et affronte le peuple ukrainien depuis trois ans au prix de centaines de milliers de morts des deux côtés, essaye de se tailler, au mépris des peuples, une zone tampon autour de ses frontières : elle n'en est pas à se porter demain aux portes de l'Allemagne ou de la France !

Sous prétexte de renforcer « nos » armées et augmenter « nos » budgets militaires, Macron a annoncé pour les jours à venir de « nouveaux choix budgétaires ». Traduire : tailler à coups de tronçonneuse dans les budgets de la santé, de l'éducation, de la culture...

Une armée pour soutenir le peuple ukrainien ? Mensonge !

L'armée française pour défendre la liberté des peuples ? Les peuples qui ont eu affaire à elle, en particulier dans les anciennes colonies, avant et après leur indépendance, sont témoins de la brutalité avec laquelle elle a toujours défendu leurs oppresseurs ! Qui peut croire un seul instant que Macron, le soutien du génocidaire Netanyahu, celui qui a interdit les manifestations de soutien au peuple palestinien, celui qui a réprimé violemment les manifestations de Gilets jaunes, se soucie un seul instant de la « liberté du peuple ukrainien » ? En réalité, comme Trump, il veut s'assurer pour le compte des entreprises françaises une part du gâteau dans le pillage des ressources en minerais ukrainiens.

Pour les travailleurs, la guerre sociale

Pour l'heure, l'économie de guerre annoncée signifie pour les travailleurs une accentuation de la guerre sociale. Le président du Medef, Patrick Martin, évoque même la possibilité d'augmenter à long terme l'âge de départ à la retraite à 70 ans pour « financer la défense ». Ce sont toujours les mêmes qui trinquent : les travailleurs et travailleuses, tandis que les cours en bourse d'entreprises militaires comme Thales et Dassault prennent de la

valeur. Macron n'a aucun problème à proposer d'augmenter les dépenses militaires de 2 à 3,5 % du PIB français. Les déficits ne sont plus un problème pour financer les marchands de mort.

Et concernant la guerre commerciale lancée par Trump, Macron a averti : « Cette décision [...] aura des conséquences dans certaines filières. » Autrement dit : préparez-vous à de nouveaux licenciements, à de nouvelles hausses de prix !

La frontière, c'est avec nos patrons !

Après cette allocution, les responsables politiques de gauche comme d'extrême droite ont affiché leur satisfaction, en expliquant qu'il était nécessaire de produire plus d'armes pour défendre les frontières. Eh bien non, l'armée des exploiteurs français ne défend pas les travailleurs. Notre classe n'a pas de patrie, la seule frontière qui vaille, c'est celle qui nous sépare de nos patrons et du gouvernement à leur service.

Heureusement, au vu du large succès des mobilisations du 8 mars samedi dernier et des mobilisations étudiantes dans les facs, on constate que les réactions aux politiques réactionnaires et austéritaires existent et qu'elles illustrent la capacité à mettre un stop à cette politique du tout pour la guerre.

Ni ici, ni en Ukraine, ni en Russie, ni aux États-Unis, les travailleurs et travailleuses n'ont quelque chose à attendre des décideurs au service des capitalistes. Face à cette fuite en avant militariste, les travailleurs et travailleuses doivent se battre contre la seule « menace » réelle pour eux : celle de cette société capitaliste, qui mène à toujours plus de guerre et d'exploitation !

Non à l'augmentation des budgets militaires !

Non à l'union nationale derrière Macron !

Éditorial du NPA-Révolutionnaires du 10 mars 2025



Budget du Département de l'Isère : coupes au sécateur

Le débat d'orientation budgétaire se tenait vendredi 28 février au Conseil Départemental de l'Isère. Jean-Pierre Barbier avait annoncé une « stratégie du sécateur » qui consiste à répercuter, notamment sur l'action sociale, les coupes budgétaires imposées par Bayrou. Cette formule, ou celle du vice-président Julien Polat qui avance que « Celui qui survivra, c'est celui qui s'adaptera le mieux » laisse peu de doute sur le fait que les financements destiné à l'action sociale seront amputés. Mais dans le détail, ces coupes ne seront annoncées qu'à l'occasion du vote qui se déroulera les 27 et 28 mars, Barbier déclarant « Quand au sécateur, vous me permettrez de continuer à maintenir le suspens ». Une seule certitude donc, celle de la nécessité de préparer la grève du 1^{er} avril dans le social et le médico-social pour refuser l'austérité !

À Marseille : en grève le 1^{er} avril contre l'austérité... et la répression !

L'appel à la grève du 1^{er} avril dans le social et le médico-social aura une tonalité supplémentaire dans les Bouches-du-Rhône. Un rassemblement est en effet appelé devant le tribunal par la CGT pour dénoncer les pressions, intimidations, convocations policières et menaces anonyme qui visent Céline, secrétaire CSE de l'association ARAIMC qui emploie 500 salariés et gère une douzaine d'établissements et services médico-sociaux à Marseille et Aubagne. Elle est assignée au tribunal par un cadre qui lui reproche la diffusion d'un compte-rendu de CSE. En s'attaquant ainsi aux syndicalistes, c'est l'ensemble des salariés que la direction veut faire marcher au pas.

Papillons Blancs du Nord : en grève contre le sous-effectif

Plus de 150 salariés de l'association Les Papillons Blancs du Nord étaient de nouveau en grève ce jeudi 27 février. Déjà le 21 janvier, une grève suivie par 200 salariés avait poussé le président de l'association à annuler ses vœux pour « risque de trouble à l'ordre public » ... En cause, le sous-effectif, près de 185 postes ont été supprimés depuis 2021, mais aussi les bas salaires.

Equalis : non au licenciement de Mustafa !

Travailleur social et syndicaliste CGT à Equalis, dans les Yvelines, Mustafa Bouarouk est menacé de licenciement pour la seconde fois, malgré l'opposition de l'inspection du travail. Résultat de la fusion de plusieurs associations, Equalis compte près de 800 salariés qui accompagnent 14 000 sans-abris, migrants et mineurs non-accompagnés. En septembre 2021, un article du Canard Enchaîné avait notamment rendu public les salaires supérieurs à 100 000 euros annuels versés à une dizaine de ses dirigeants, dont le directeur Arthur Hanane rémunéré 11 400 euros nets par mois. Mais alors que Arthur Hanane passera au tribunal en juin prochain pour « détournement de fonds publics », ce sont les salariés qui sont attaqués et mis

sous pression par la nouvelle direction. Résultat plus de 300 démissions en quatre ans et une soixantaine de postes qui restent non-pourvus. Contre la marchandisation du social et la répression, c'est la solidarité et l'unité des salariés, notamment dans la grève, qui permettra de se défendre.

Montpellier : les éducs entrent en grève contre l'austérité

Les salariés de l'Association Prévention Spécialisée 34 étaient en grève ce mercredi 12 mars et le seront de nouveau les 19 et 25 mars. Elles et ils s'opposent à la réduction de 25 % du financement de leur association, prévue par le budget qui doit être voté le 25 mars par le Conseil Départemental de l'Hérault. C'est en effet par la grève qu'il sera possible de faire annuler cette mesure qui équivaudrait à la suppression d'une dizaine de postes sur les 59 salariés. Signe que la mobilisation exerce une pression, le Département a diffusé la veille, le 11 mars, un communiqué qui « dément les allégations fausses de prétendues coupes budgétaires drastiques » et s'engage à fournir « un montant de subvention qui permettra d'assumer cette mission à l'identique de 2024 ». Un démenti qui ne dément pas clairement la baisse de budget... La direction de l'association, à qui l'annonce des coupes budgétaires avait été faite oralement, se dit toutefois « soulagé de lire ce communiqué, car nous étions mis dans la perspective d'un plan social. » Un encouragement surtout à prendre confiance dans la force que représentent les travailleurs et travailleuses lorsqu'ils et elles s'organisent et se mettent en grève. Pour les soutenir, vous pouvez alimenter et faire connaître leur caisse de grève.



Comité interministériel du handicap : c'est pas dans les salons qu'on obtiendra satisfaction !

« Une grande impression de "déjà-vu", peu de nouvelles mesures, aucun volet budgétaire, des reculs présentés comme des avancées... » : le collectif Handicaps dénonce ainsi le bilan de sa réunion, jeudi 6 mars, avec François Bayrou, une quinzaine de ministres et des représentants du Conseil national consultatif des personnes handicapées (CNCPh). Un argument supplémentaire en faveur de la participation à la grève du 1^{er} avril, c'est dans la rue et par la grève que nous pourrons gagner une amélioration de nos conditions de travail, et des conditions d'accueil de nos publics.



ABONNE-TOI
A LA NEWSLETTER

**CONTRE LA CASSE DU SOCIAL ET L'AUSTERITE
SALARIE.E.S ET ETUDIANT.E.S : PREPARONS LA GREVE DU 1ER AVRIL**